

Un contexte difficile, des signes d'espoir

Le contexte social et politique helvétique n'est pas des plus faciles pour la construction d'une organisation politique dont l'horizon est le dépassement du capitalisme. Au contraire, le rapport de force entre Travail et Capital est nettement à l'avantage, historiquement, de ce dernier. De surcroît, dans les années 1990 et 2000, la bourgeoisie et le gouvernement à son service ont infligé de multiples défaites aux salarié-e-s. Cela dit, des signes d'espoir existent aussi.

Historiquement, la Suisse est le pays des patrons, l'endroit où ces derniers bénéficient d'"avantages comparatifs" majeurs par rapport aux bourgeoisies des autres pays industrialisés:

- le temps de travail effectif y est nettement plus élevé: durée hebdomadaire, "taux d'absentéisme" très bas, heures supplémentaires faciles à imposer, etc.;
- les protections contre les licenciements sont, de fait, inexistantes;
- les dites "charges sociales" sont réduites et il n'existe pas de véritable sécurité sociale;
- les services publics sont nettement moins développés;
- etc.

Cela dit, l'ouverture, dès le début des années 1970, d'une onde longue dépressive, avec des cycles plus ou moins courts de récessions et de relances, a stimulé la volonté des classes dominantes de modifier encore plus à leur avantage le partage de la richesse produite par les salarié-e-s et donc les rapports de forces sociaux instaurés au cours des vingt-cinq ans précédents. D'où la mise en œuvre d'une contre-réforme néo-conservatrice, qui s'est déployée pleinement, en Suisse, dès le tout début des années 1990.

Quelque dix-sept ans après, le bilan est sans appel: la contre-réforme néo-conservatrice a largement triomphé. La bourgeoisie et le gouvernement à son service ont infligé de multiples défaites au salariat.

Hausse de la durée et de l'intensité du travail

Tout d'abord, ils ont atteint un objectif central: faire travailler davantage les salarié-e-s.

Premièrement, par un allongement du temps de travail, à l'image de ce qui a été fait aux CFF et de ce qui va se faire sous peu à la Migros (pour les employé-e-s de la logistique, des secteurs de la gastronomie et de la boucherie, des centres de loisirs et des Ecoles-Clubs) ou chez Lonza à Viège. Deuxièmement, par l'élévation de l'âge de la retraite. A la suite de la 10^e révision de l'AVS, les femmes doivent ainsi trimer deux années de plus. Mais l'augmentation de l'âge de la retraite a aussi été imposée par d'autres biais. Ce sont en effet des "régimes spéciaux" en matière de deuxième pilier qui déterminent le moment où une partie significative des salarié-e-s, dans le secteur public en particulier, arrêtent de travailler. Or, l'âge de la retraite pour le personnel de l'administration fédérale, pour ne prendre qu'un exemple, a été porté à 64/65 ans contre 62 ans jusque-là. Troisièmement, les employeurs ont mis une pression maximale sur les salarié-e-s pour réduire leurs absences pour cause de maladie ou d'accidents.

Cette politique visant à faire travailler davantage les salarié-e-s s'est combinée avec son frère jumeau: l'accroissement de l'intensité du travail, à savoir la hausse de la valeur ajoutée (de la survaleur) produite par chaque salarié-e dans un laps de temps donné. Là aussi, la réalisation de cet objectif a pris diverses formes: annualisation et flexibilisation du temps de travail, augmentation du travail à temps partiel, recours accru au travail sur appel, etc.

Plus généralement, les milieux patronaux ont imposé une réorganisation brutale du procès de production et de travail. Elle s'est traduite par la "déstabilisation des stables" – les salarié-e-s du secteur public disposant, notamment, de protections contre les licenciements les mettant à l'abri

de l'arbitraire patronal –, le développement du travail temporaire ou intérimaire¹, la brèche ouverte dans l'interdiction du travail du dimanche (commerce dans les gares), l'augmentation du nombre de salarié-e-s contraint-e-s de travailler le soir, la nuit et le week-end, etc. Sans oublier un succès patronal majeur: la libéralisation du marché du travail (bilatérales).

Attaques contre le salaire direct

Deuxièmement, la politique patronale s'est attaquée, avec succès, au salaire direct. Dès le début des années 1990, l'augmentation annuelle des salaires réels a ainsi été nettement moindre que dans la période entre 1976 et 1990. Le fossé entre la progression de la productivité et celle des salaires s'est accru: selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), de 1993 à 2005, la productivité a augmenté de 15% alors que les salaires réels n'ont progressé que de 3,7%, soit 0,3% en moyenne par an. Pire encore: comme le dit Yves Flückiger, professeur d'économie à l'Université de Genève, entre 2003 et 2007 – alors que l'indice de la Bourse suisse a plus que doublé! –, *"le pouvoir d'achat a stagné. Mais cette statistique ne prend pas en compte l'augmentation des charges obligatoires, notamment des assurances maladie ou des cotisations sociales. Il y a donc eu régression du revenu réel disponible pour une grande partie de la population"*².

Politique de "désécurisation sociale"

Les assurances sociales n'ont pas été épargnées:

- Le patronat et son Conseil fédéral ont introduit l'exigence de "contre-prestations" pour pouvoir toucher des indemnités de chômage – logique du workfare –, un instrument formidable de mise au travail forcé, à n'importe quelles conditions, d'une partie de l'armée de réserve industrielle. Dans la même ligne, ils ont diminué le montant de ces indemnités, réduit la période d'indemnisation, de 520 à 400 jours, introduit un délai de carence de cinq jours, etc.
- Alors qu'il y a cinq ans, le taux d'intérêt minimum à créditer sur les avoirs de vieillesse du deuxième pilier était encore fixé à 4%, il a été réduit jusqu'à 2,5% (depuis, il a été relevé à 2,75%), d'où une baisse drastique du niveau des rentes, ce d'autant que le taux de conversion minimum a également été réduit. Le *"pillage des rentes"*, organisé par les compagnies d'assurance, s'est concrétisé. Ce alors que, du côté de l'AVS, aucune amélioration matérielle des rentes, mis à part l'indexation au coût de la vie, n'est intervenue depuis plus de trente ans!
- L'entrée en vigueur de la 5^e révision de l'Assurance invalidité (AI) s'est traduite notamment par la suppression de la rente complémentaire pour les conjoint-e-s de personnes invalides, de 470 francs par mois en moyenne. De plus, la notion d'incapacité de gain a été redéfinie de manière restrictive: les personnes souffrant de maux de dos, de *burn-out* ou de maladies psychiques auront encore plus de peine à obtenir une rente...

Cette politique traduit une volonté de "désécurisation sociale". Le but est clair: moins les salarié-e-s disposent de garanties et d'indemnités/rentes couvrant leurs besoins, en cas de chômage, d'invalidité, de maladie/accident ou de retraite, plus ils/elles accepteront l'assignation au travail à n'importe quelles conditions, l'allongement de la durée de leur vie active, la diminution des salaires, etc.³. Deuxième objectif: moins les assurances sociales octroient des indemnités/rentes suffisantes et moins elles protègent les salarié-e-s, plus ces derniers/-ères les compléteront par des assurances privées, les complémentaires dans l'assurance maladie ou le 3^e pilier en matière de retraite, par exemple.

De nouveaux champs de profit...

¹ *"Sur le plan fédéral, un résultat record a été réalisé l'an dernier avec plus de 245 000 personnes placées et une hausse moyenne de 16%. La location de services a représenté environ 2% de l'emploi total. (...) Avec 130 millions d'heures louées (quatre fois plus que dix ans auparavant), c'est un nouveau record qui s'est établi l'an dernier."* (L'Impartial, 22 novembre 2007)

² 24 heures, 3 octobre 2007.

³ La réduction du montant des bourses d'études participe du même processus. D'après l'OFS, en 2005, ce montant était inférieur de 25% en termes réels à son niveau de 1993. Pourtant, le nombre d'élèves et d'étudiant-e-s a augmenté de 16% depuis 1990 dans le post-obligatoire.

L'élargissement des champs de profit pour les capitaux privés s'est justement aussi imposé au cours des deux dernières décennies. Si le domaine de la retraite, en Suisse, était déjà largement ouvert à ces capitaux (2^e et 3^e piliers), de nouveaux champs ont été créés. Les milieux patronaux et leurs serviteurs ont ainsi fait passer l'éclatement des PTT, la privatisation partielle des télécoms, la transformation des CFF en société anonyme, etc. Depuis, les libéralisations et privatisations se poursuivent: diminution du secteur protégé (monopole), aussi bien pour les colis que pour les lettres, transformation envisagée de La Poste en société anonyme, ouverture à la concurrence du "dernier kilomètre" dans les télécoms, etc. Dans le secteur de l'énergie aussi, la libéralisation est en marche⁴. De même, la logique de marchandisation du secteur de la santé, qui se traduit notamment par la dégradation du système de santé public, est pleinement à l'œuvre. Les cliniques privées en profitent. Tout comme la politique d'austérité dans l'enseignement public ouvre de nouveaux marchés pour des écoles privées: l'augmentation des élèves inscrit-e-s dans ces dernières dans l'arc lémanique en est une illustration.

... et de nouveaux cadeaux fiscaux aux possédant-e-s

Enfin, la Suisse a accentué son statut de pays de cocagne, du point de vue fiscal, pour les possédant-e-s. Les taux d'imposition sur la fortune et sur les revenus élevés sont très réduits. Il en va de même pour les taux sur le bénéfice et sur le capital des entreprises, sans même parler des exonérations fiscales dont elle profite. De plus, il n'existe pas d'impôt fédéral sur les successions, de même qu'il n'y a aucun impôt sur les gains en capitaux. Enfin, les possédant-e-s jouissent de toutes sortes de déductions et d'échappatoires. Si certains de ces privilèges sont historiques, d'autres résultent de la politique de défiscalisation menée au cours de la dernière période: baisse de l'imposition des droits de timbre, suppression de l'impôt sur le capital au niveau fédéral, régimes fiscaux ultra-favorables pour les sociétés holdings, de domicile ou mixtes ("sociétés boîte aux lettres"), réduction massive de l'imposition des dividendes au plan cantonal, etc.

Revers de la médaille: entre 1985 et 2005, les impôts sur le revenu des personnes dont le revenu est inférieur à 5000 francs bruts par mois, c'est-à-dire environ 50% de la population, ont augmenté de 8%⁵. En fait, comme le souligne *Domaine public*, "si l'on additionne impôts et assurance maladie, la Suisse a un système fiscal dégressif"! En effet, "un ménage disposant de moins de 4600 francs par mois consacre 9,7% de ses dépenses totales aux impôts et taxes, taux qui est de 12,6% pour un revenu de plus de 9100 francs. Cette différence de près de trois points (ou de 30%) est plus que compensée par les dépenses pour l'assurance maladie de base, qui consomment 8,9% des dépenses des ménages disposant de moins de 4600 francs contre 5,5% de ceux disposant de plus de 9100 francs. Au total, les premiers consacrent ainsi 18,6% de leurs dépenses aux impôts, taxes et à l'assurance maladie, contre 18% pour les seconds, en tenant compte des réductions de primes par les subsides accordés aux ménages les plus pauvres"⁶.

Triomphe patronal

Bref, l'offensive patronale de ces quelque dix-sept dernières années s'est traduite par une inflexion accrue de la répartition de la valeur ajoutée en faveur du Capital et en défaveur du Travail. Ainsi, en 2006, "selon une étude de la Banque Vontobel, ce ne sont pas moins de 23,3 milliards de francs – soit 27% de plus que l'année précédente – qui ont été remis aux actionnaires sous forme de dividendes. Si on ajoute à ce montant les réductions de valeur nominale (plus de 3 milliards de francs) et les rachats d'actions (12,9 milliards de francs) réalisés par les entreprises cotées à la SWX Swiss Exchange, le total des fonds gratifiés aux actionnaires atteint 39,2 milliards de francs. C'est la distribution de capitaux la plus élevée jamais intervenue sur le marché suisse des actions"⁷. Les politiques imposées au cours des années 1990 et 2000 ont ainsi consolidé le cadre économique et social extrêmement favorable au Capital, en comparaison internationale, décrit précédemment. Le dernier rapport du World Economic Forum (WEF), qui classe la compétitivité des 131 principaux pays, confirme pleinement ce jugement:

⁴ Voir *lignes rouges*, n° 38, novembre 2007.

⁵ OFS, *Charge fiscale en Suisse*, 2006, p. 49.

⁶ *Domaine public*, 15 octobre 2007.

⁷ *Private banking*, mars 2007.

pour la Suisse, "dans tous les domaines, même les transferts de technologie, souvent critiqués par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays, le rapport du WEF n'est qu'une suite d'éloges"⁸.

L'évolution de la situation politique

Au plan politique, l'UDC, qui était un parti relativement faible au début de l'offensive néo-conservatrice, est devenue depuis la force hégémonique. Alors qu'elle n'avait recueilli que 11,9% des suffrages aux élections fédérales de 1991, 430 000 électeurs supplémentaires ont voté pour elle lors des dernières élections fédérales, en octobre 2007.

Ce renforcement massif de l'UDC est dû, pour l'essentiel, à sa capacité à donner des réponses rassurantes, en particulier à travers l'idée d'un retour à une Suisse "indépendante", presque "mythique", où ordre et bien-être régnaient pour toutes et tous, au profond désarroi, au sentiment d'insécurité sociale, à l'absence de perspectives qui est désormais le lot d'une partie significative de la population. L'UDC a su également se présenter comme une force en rupture avec l'establishment politique, mêlé à une série d'affaires qui l'ont partiellement discrédité, les radicaux en particulier (Kopp, Swissair, etc.). Elle a bénéficié, enfin, de la logique développée par la dite "gauche" qui, au moment où les contre-réformes néo-conservatrices commençaient à être mises en œuvre, déstabilisant de larges secteurs de salarié-e-s et de retraité-e-s, discourait, elle, sur la "génération Europe", l'Union européenne (UE) étant présentée comme le paradis sur terre. Une "gauche" qui, de manière plus générale, a non seulement été incapable de donner des réponses appropriées à la crise sociale, mais qui a aussi apporté sa caution de manière constante, et souvent active, aux contre-réformes néo-conservatrices.

Unité de vue sur l'essentiel

Il est incontestable que l'UDC a développé une logique de confrontation et un style partiellement étrangers à la culture politique helvétique et qu'elle a assumé ouvertement, à l'image d'un Berlusconi ou d'un Sarkozy, bien que les contextes soient différents, un populisme réactionnaire, mêlant valeurs d'ordre, identité nationale, "mérite individuel", chasse aux "abus" dans le social, etc. Cela dit, il est erroné de faire de l'UDC, à l'image de la logique développée par la dite "gauche", y compris sa composante prétendument "extrême", "A gauche toute!", une force qui serait porteuse, sur le fond, d'un projet sociopolitique qualitativement différent de celui des radicaux et du PDC, voire même de qualifier cette organisation de "fascisante" ou carrément de "fasciste":

- les conflits inter-bourgeois ne portent pas sur les objectifs fondamentaux: tous les secteurs essentiels du patronat et de la droite ont contribué à la mise en œuvre et à la réussite de la contre-réforme conservatrice enclenchée au début des années 1990;
- la principale source de conflit est désormais résolue, provisoirement du moins: le refus de l'adhésion à l'UE est une option très largement partagée au sein de la bourgeoisie suisse et de ses partis, ce d'autant que les mécanismes bilatéraux lui permettent jusqu'ici de trouver des accords sur les questions essentielles pour elle (fiscalité de l'épargne, libre circulation de la main-d'œuvre, etc.);
- l'UDC n'est en rien comparable à un parti marginal d'extrême droite. Son principale leader, Christoph Blocher, tout comme une partie de sa direction, sont pleinement intégrés dans les sphères du grand capital helvétique.

A droite toute!

Le fait que l'ensemble des partis bourgeois partagent, sur l'essentiel, la même orientation ne signifie toutefois pas qu'aucun changement n'est intervenu au cours de la dernière période. Au contraire, les années 1990 et 2000 ont été marquées par un glissement à droite de toutes les forces politiques, de la dite "gauche" en particulier. La récente *"surenchère de propositions*

⁸ L'Agefi, 1^{er} novembre 2007.

conservatrices" du Parti socialiste (PS), pour reprendre les termes de *Bilan*⁹, l'illustre parfaitement. Il en va de même du fait que l'ensemble de la dite "gauche", au nom de la logique "Tout sauf Blocher et ses coreligionnaires", est désormais prête à soutenir n'importe quel-le politicien-ne de droite, y compris de l'UDC. Même la dite "extrême gauche" marche à fond dans cette logique, à l'image d'un Josef Zisyadis, le représentant d'"A gauche toute!" au Conseil national, appelant à voter pour l'UDC Eveline Widmer-Schlumpf, celle qui est "*certainement la plus à droite*" des sept conseillers fédéraux actuels, d'après Alain Berset, le conseiller aux Etats PS du canton de Fribourg¹⁰!

Mécontentement social et potentiel de résistance

Si les traits dominants de l'évolution de la situation sont le triomphe de l'offensive néo-conservatrice et un glissement à droite au plan politique, il faut également souligner que les attaques néo-conservatrices ont provoqué un mécontentement diffus, qui s'est aussi exprimé sous des formes positives:

- Le rejet de certaines lois symbolisant l'injustice des régressions sociales en cours, comme la première révision de la Loi sur le travail (1996), l'Arrêté fédéral urgent diminuant les indemnités de chômage (1997), la Loi sur le marché de l'électricité (2002), le "paquet antisocial" de 2004 (11^e révision de l'AVS, augmentation de la TVA, paquet fiscal).
- Des votes protestataires, captées par des forces de droite comme l'UDC, la Lega dei Ticinesi ou le Mouvement des citoyens genevois (MCG), mais, aussi, dans l'arc lémanique et dans le canton de Neuchâtel, par la dite "extrême gauche".
- Un rejet assez diffus, notamment en Suisse romande, du "néolibéralisme". Dans cette partie du pays, la bataille engagée par les officines libérales pour imposer leur vision du monde est loin d'être définitivement gagnée. Une série de votes, notamment sur les questions ayant trait au service public (Loi sur le marché de l'électricité, Loi sur le personnel de la Confédération, privatisation du Service des automobiles dans le canton de Vaud, etc.), l'attestent¹¹.
- L'écho rencontré, particulièrement parmi une couche de jeunes, par un discours de critique radicale de la mondialisation capitaliste et de ses expressions concrètes. Le "succès" du mouvement altermondialiste (L'Autre Davos", mobilisation contre le G8 à Evian, etc.) pendant une assez longue période l'illustre. Il en va de même de la formidable mobilisation contre la guerre en Irak, dont l'ampleur était sans précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.
- Une certaine disponibilité de couches de salarié-e-s à agir collectivement. Parmi ces moments d'actions, nous pouvons citer, à titre d'exemple, la lutte dans le bâtiment pour la

⁹ *"Des camarades zurichois ont proposé cet automne un durcissement de la répression de la délinquance juvénile. (...) Jacqueline Fehr est en croisade pour des centres-villes plus propres. Et on se souvient aussi de l'in vraisemblable cirque néo-patriotique organisé durant tout l'été par Micheline Calmy-Rey en marge de la fête nationale au Grütli."* (*Bilan*, 7-22 novembre 2007) On pourrait ajouter d'autres exemples, à l'image de la politique de répression des "mendiant-e-s" et des squatters menée par le gouvernement, à majorité dite de "gauche", du canton de Genève. Elle fait écho à la décision du parlement de la Ville de Berne, pourtant lui aussi à majorité de "gauche", d'interdire "*la mendicité dans l'enceinte de la gare. Tout mendiant, personne négligemment assise sur les escaliers ou accompagnée d'un chien sans laisse sera puni d'une amende pouvant aller jusqu'à 2000 francs. L'exécutif étudie la possibilité d'élargir l'interdit à l'ensemble de la ville*" (*Le Temps*, 24 novembre 2007).

¹⁰ *Le Temps*, 15 décembre 2007.

¹¹ Même les électeurs/-trices de l'UDC sont loin d'être unanimement acquis-es à la logique "néolibérale" de leur direction. Une enquête effectuée lors des élections fédérales de 2003 le confirme (OFS, *Elections au Conseil national de 2003, Les électrices et les électeurs sous la loupe*, 2007). Interrogé-e-s sur une série de questions, ils/elles s'étaient prononcé-e-s comme suit: pour 81% d'entre eux/elles, "*l'Etat doit prendre des mesures pour combattre le chômage*"; pour 18% seulement, "*l'âge de la retraite doit être revu à la hausse*"; 61% se prononçaient même "*pour une augmentation d'impôt sur les hauts revenus*". Ce n'est ainsi pas un hasard si la privatisation du Service des automobiles du canton de Vaud a été rejetée le jour même où l'UDC triomphait aux dernières élections fédérales.

retraite anticipée, les multiples mobilisations dans la fonction publique et les mouvements de grève dans quelques entreprises (Zeba, Sapal, Filtrona, Orange, Boillat, etc.).

Quelles que soient leurs limites, ces mobilisations ont eu au moins deux effets positifs, très importants en Suisse, l'un des pays les plus marqués par la culture du compromis et de la paix sociale: elles ont permis à des dizaines de milliers de salarié-e-s de faire l'apprentissage de l'action collective; elles ont légitimé à une large échelle la mobilisation, y compris sous la forme de grève, comme moyen pour défendre ses droits. Quelquefois, la dynamique de mobilisation était même telle qu'il aurait été possible, si les directions syndicales ne l'avaient pas sabotée, qu'elle s'exprime à des niveaux élevés. Pensons, par exemple, à l'affaire Swissair, à l'automne 2001, où les conditions étaient réunies pour une lutte d'ampleur. Il en allait de même lors de la présentation à La Poste, à l'automne 2003, du premier projet REMA (réorganisation des centres de tri). Au plan local, dans le canton de Vaud en l'occurrence, la dynamique de mobilisation de la fonction publique, en automne 2004, aurait pu déboucher sur une grève reconductible; cette dynamique n'a pu être brisée que par la capitulation de la direction de SUD.

Bref, de telles mobilisations sont des signes d'espoir pour celles et ceux qui refusent de s'accommoder du système capitaliste. Contribuer à leur émergence et stimuler leur développement sera ainsi l'un des principaux moteurs de l'engagement des militant-e-s de la Gauche anticapitaliste.